



**PRÉFET  
DU DOUBS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Arrêté n°25-2025-05-19-00001 du 19/05/2025**

portant mise en demeure relative à l'exploitation d'une installation d'entreposage, dépollution, démontage de véhicules terrestres hors d'usage (VHU) par la société CAPO  
sur la commune de Pontarlier

**Le préfet du Doubs  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 à 8, L.172-1 et suivants, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de la justice administrative ;

Vu le décret du 13 décembre 2023 portant nomination de Madame Nathalie VALLEIX, secrétaire générale de la préfecture du Doubs (groupe III), sous-préfète de Besançon ;

Vu le décret du 12 janvier 2024 portant nomination de Monsieur Rémi BASTILLE, Préfet du Doubs ;

Vu l'arrêté n° 25-2025-03-17-00008 du 17 mars 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie VALLEIX, Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs ;

Vu la décision n°25-2024-03-29-00001 du 29 mars 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DAVID, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en région Bourgogne-Franche-Comté concernant la compétence départementale ;

Vu la décision n°25-2025-01-24-00002 du 24 janvier 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la DREAL pour les missions sous l'autorité du Préfet du département du Doubs ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules ter-

restres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012 autorisant la société CAPO à exploiter un centre de dépollution des véhicules terrestres hors d'usage sur la commune de PONTARLIER ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-2018-06-14-005 du 14 juin 2018 portant renouvellement d'agrément de la société CAPO pour l'exploitation d'installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage (VHU) sur la commune de PONTARLIER n°PR 25 00002D ;

Vu le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 26 mars 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement faisant suite à la visite du 28 janvier 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis le 26 mars 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant, dans son courrier daté du 16 avril 2025, au projet d'arrêté préfectoral de mis en demeure susvisé ;

Considérant que la visite d'inspection du 29 janvier 2025 a mis en évidence les manquements suivants aux dispositions contrôlées de l'arrêté préfectoral du 08 mars 2012 susvisé :

- Article 1.5.1 : les modifications apportées par l'exploitant (extension aux parcelles BE 213 et BE 240) aux installations sont de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation, et n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation ;

- Article 4.3.7 : les effluents ne respectent pas les valeurs limites prescrites pour les paramètres MES et hydrocarbures totaux dont les concentrations mesurées sont respectivement de 320 mg/l et 84 mg/l pour des valeurs limites de respectivement 30 mg/l et 5 mg/l ;

- Article 9.2.2.1 : Le dispositif d'autosurveillance des eaux souterraines apparaît insuffisant au regard de sa mise en place qui ne s'est pas appuyée sur une étude hydrogéologique préalable qui aurait permis d'une part de définir le réseau de piézomètres (position, nombre et profondeur) et d'autre part d'évaluer la vulnérabilité de nappe au droit du site ;

- Article 7.5.5 : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il dispose d'une capacité de rétention destinée à recueillir notamment les eaux d'extinction d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup> ;

Considérant que la visite d'inspection du 29 janvier 2025 a mis en évidence les manquements suivants aux dispositions contrôlées de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé :

- Article 31 : les effluents ne respectent pas les valeurs limites prescrites pour les paramètres DCO et DBO5 dont les concentrations mesurées sont respectivement de 2050 mg/l et 1230 mg/l pour des valeurs limites de respectivement 125 mg/l et 30 mg/l ;
- Article 41-I (Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution) : 200 véhicules en attentes de dépollution sont entreposés sur une surface non imperméabilisée en tout venant damé ; une centaine de véhicules en attente d'expertise sont disposés dans l'extension (parcelle BE 240) dont la surface n'est pas imperméabilisée (tout venant) ;
- Article 41-III (Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage) : les moteurs et boîtes destinés à la « matière » sont entreposés à l'extérieur au sol dans des box ouverts exposés aux eaux météoriques de ruissellement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 I du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CAPO de respecter les dispositions des articles 1.5.1, 9.2.2.1, 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2012 susvisé et de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Doubs ;

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : objet

La société CAPO (siret n° 389 068 933 00016) exploitant un centre de dépollution, démontage de véhicules terrestres hors d'usage (VHU) sur la commune de PONTARLIER au 24, rue de la Libération est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter :

1.1 - dans un délai de **six mois**, les prescriptions de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 08 mars 2012 susvisé reprises ci-dessous :

*« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »*

1.2 - dans un délai de **six mois**, les prescriptions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 08 mars 2012 susvisé reprises ci-dessous :

*« [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes [...] :*

*- MES : < 30 mg/l ; - Hydrocarbures totaux : < 5 mg/l »*

1.3 - dans un délai de **six mois**, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé reprises ci-dessous :

*« [...] Valeurs limites d'émission (Rejets dans le milieu naturel) :*

*- DCO : 125 mg/l ; - DBO5 : 30 mg/l. [...] ».*

1.4 - dans un délai de **douze mois**, les prescriptions de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 08 mars 2012 susvisé reprises ci-dessous :

*« [...] l'exploitant implante plusieurs points de surveillance des eaux souterraines dont le nombre (au moins égal à deux, dont un en amont) et la localisation sont déterminés à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique, transmise pour avis à l'inspection des installations classées. Cette étude définit le sens d'écoulement local des eaux souterraines et les vitesses d'écoulement.*

*L'exploitant fait inscrire le ou les nouveaux ouvrages de surveillance à la Banque du sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. [...] »*

1.5 - dans un délai de **douze mois**, les prescriptions de l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 08 mars 2012 susvisé reprises en gras ci-dessous :

*« Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.*



**Le site devra disposer d'une capacité de rétention destinée à recueillir notamment les eaux d'extinction d'un volume minimal de 120 m<sup>3</sup>. »**

1.6 - dans un délai de **douze mois**, les prescriptions de l'article 41- I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ci-dessous :

*« I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :*

*[...] La zone d'entreposage est [...] imperméable et munie de dispositif de rétention.*

*La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions. »*

1.7 - dans un délai de **six mois**, les prescriptions de l'article 41- III de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ci-dessous :

*« III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :*

*Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.[...] Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches. [...] »*

## **Article 2 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 II du Code de l'environnement.

## **Article 3 : notification et publicité**

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société CAPO.

#### **Article 4 : délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de BESANÇON (30, rue Charles Nodier, 25 000 Besançon) ou sur le site <https://www.telerecours.fr/>, par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

#### **Article 5 : exécution**

Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture du Doubs, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à monsieur le Maire de la commune de PONTARLIER.

Fait à Besançon

Pour le Préfet, par délégation,

Par subdélégation du Directeur Régional,

La Directrice Régionale Adjointe

Virginie  
PUCELLE  
virginie.pucelle  
celle

Signature  
numérique de  
Virginie PUCELLE  
virginie.pucelle  
Date : 2025.05.19  
06:38:06 +02'00'